


 **L'AVENIR** *Mélenchon*
EN COMMUN 2017

L'ESPACE

NOTRE HORIZON COMMUN



Les livrets de la France insoumise | 10 ESPACE



**Ce livret a été rédigé
par un groupe de travail
coordonné par Bastien
Lachaud, professeur
d'histoire-géographie, et
Élisa Vernier, physicienne.**

**Il complète *L'Avenir en
commun* (édition Le Seuil,
2016, 3€), le programme
de la France insoumise et
de son candidat Jean-Luc
Mélenchon.**

L'ESPACE, NOTRE HORIZON COMMUN



Sommaire

- 1 • Notre constat : l'espace, un bien commun en danger 5**
- 2 • Notre projet : une politique spatiale au service de l'intérêt général..... 9**
- 3 • Nos propositions : porter la France aux frontières de l'humanité 13**
 - 1. Ouvrir une nouvelle ère de coopérations internationales 14
 - 2. Relancer la découverte de l'espace 15

Notre constat : l'espace, un bien commun en danger

La France est une grande nation spatiale. Elle occupe une place d'excellence dans l'aventure spatiale car c'est le seul pays européen ayant la maîtrise de l'ensemble des technologies spatiales, couvrant les domaines des lanceurs à toutes les gammes de satellites.

Notre pays dispose du deuxième budget par habitant au monde pour l'espace (35 € par habitant et par an). Une partie de cet argent finance 22 % du budget de l'Agence spatiale européenne (ESA).

La fusée Ariane est le lanceur de satellites le plus fiable au monde et elle doit l'essentiel de son développement aux scientifiques, ingénieur-e-s, technicien-ne-s et ouvrier-e-s français. La base de lancement de Kourou, en Guyane, offre à notre pays un atout extraordinaire. La France a envoyé neuf hommes et une femme dans l'espace. Plusieurs instruments embarqués à bord de l'atterrisseur Philae, posé sur la comète Tchouri, ont été construits et pilotés depuis les locaux du Centre national d'études spatiales (CNES) à Toulouse.

L'espace et la maîtrise de son accès constituent une des conditions essentielles de la souveraineté, de la sécurité et de la puissance de la France. Cette excellence, ainsi que les 14 000 emplois de la filière spatiale, doivent être défendus comme une priorité industrielle.

L'espace est une frontière qui fait rêver. Cette voûte céleste étoilée, vers laquelle l'humanité a toujours levé les yeux, continue de fasciner, comme le montre le succès populaire de la mission du spationaute Thomas Pesquet dans la Station spatiale internationale.

Les télescopes terrestres et spatiaux, les vols spatiaux ont révolutionné notre manière de regarder le ciel. Depuis les années 1970, de nombreuses sondes spatiales sillonnent l'espace, permettant d'observer les objets de notre système solaire de façon toujours plus précise. La France a pleinement pris sa part dans ces découvertes.

Les recherches liées à l'espace ont des retombées importantes dans notre vie quotidienne. Elles ont contribué à des avancées technologiques majeures dans le domaine des matériaux, dans l'imagerie médicale et ont également permis le développement des ordinateurs modernes, de nouveaux services tels que la téléphonie mobile, les prévisions météorologiques, le guidage par GPS, etc. L'étude de l'espace repousse les limites de nos connaissances et développe ainsi notre humanité.

L'espace, bien commun, fait l'objet de nombreuses convoitises. Alors que l'espace semblait à l'abri de l'appétit destructeur de l'oligarchie depuis le traité de

l'espace de 1967 et l'accord sur la Lune de 1979 (*personne* ne peut s'en arroger la propriété), les États-Unis, en novembre 2015 rompent unilatéralement ces derniers en adoptant un *SPACE Act* qui autorise les entreprises américaines à explorer et exploiter les ressources spatiales. En France aussi, le gouvernement Valls a ouvert la brèche en finalisant la privatisation d'Arianespace, la société qui commercialise la fusée Ariane, en vendant la participation publique du CNES à Airbus Safran Launchers, une coentreprise de droit privé.

La pollution de l'espace menace son utilisation future. Aujourd'hui, plus de 29 000 objets dont la taille dépasse celle d'un ballon de foot encombrant l'orbite basse. Ce sont autant de facteurs potentiels de collisions catastrophiques. La privatisation de l'espace et son exploitation par des acteurs privés devraient amplifier cette pollution.

Notre projet : une politique spatiale au service de l'intérêt général

Notre projet vise à proposer une politique spatiale européenne et française recentrée sur les enjeux prioritaires suivants : exploration spatiale, environnement, recherche, souveraineté et coopération internationale. Il réaffirme et défend l'interdiction de toute propriété privée dans l'espace.

Les activités d'exploration spatiale doivent donner une suite à la mission Rosetta qui, avec Philae, a permis l'amélioration de nos connaissances sur l'origine du vivant. Les recherches menées par les différentes agences spatiales (ESA, CNES, etc.) avec l'objectif d'un voyage de longue durée dans l'espace, à destination de Mars ou d'une base lunaire, y contribuent. Afin de favoriser le partage scientifique, la France défendra le principe de *l'open data* pour l'ensemble des données récoltées lors des missions scientifiques.

Afin de favoriser la recherche, nous lutterons contre la pollution lumineuse pour encourager le dynamisme des clubs d'astronomie. Les observations qu'ils organisent sont un vecteur important pour donner le goût des sciences aux plus jeunes. Au-delà de cet aspect grand public, la disparition progressive des "zones noires"* dans notre pays, et plus largement sur la planète, menace l'existence même des observatoires scientifiques. Notre capacité à explorer l'espace ne peut reposer exclusivement sur des télescopes spatiaux.

Face au réchauffement climatique, l'ingénierie spatiale est mise à contribution pour comprendre les évolutions à l'œuvre et apporter des réponses à cette menace. Plus largement, les techniques spatiales sont un moyen essentiel de garantir à l'humanité l'accès aux besoins fondamentaux que sont la nourriture, l'eau ou l'air.

Pour garantir l'intérêt général, notre politique spatiale doit être souveraine. La France doit se garantir un accès indépendant à l'espace. Ainsi, nous renationaliserons Arianespace. De même, le CNES sera mis à contribution pour favoriser le développement d'une filière publique de satellites. Pour préserver nos entreprises dites « stratégiques » de la prédation de leurs concurrents étrangers, des mesures seront prises pour empêcher toute prise de participations majoritaires de capitaux étrangers.

L'espace est une composante importante de notre Défense nationale. Face notamment à la politique de militarisation de l'espace menée par les États-Unis d'Amérique, nous devons être lucides et développer les outils garantissant la souveraineté de la France face aux menaces venant de l'espace. Nous reviendrons sur les abandons de souveraineté technologique spatiale consentis dans la période précédente, notamment dans le domaine des radars spatiaux en faveur de l'Allemagne.

Dans le même temps, notre pays agira pour développer la coopération internationale, indispensable pour réaliser des projets spatiaux d'ampleur. Nous œuvrerons à la mise en place d'un programme international de dépollution de l'orbite basse, à la poursuite de la présence permanente de l'être humain dans l'espace et stimulerons la coopération internationale pour un vol habité interplanétaire.

* Zone où le rapport entre la brillance artificielle du ciel et sa brillance naturelle est inférieur à 1,1%

NOS SIX PRIORITÉS POUR L'ESPACE

Elles impliquent une refondation des politiques spatiales européenne et française.

- Stimuler la coopération internationale pour les vols habités interplanétaires.
- Poursuivre notre découverte de l'univers via les observatoires terrestres et spatiaux.
- Pérenniser la présence humaine dans l'espace.
- Réduire la pollution lumineuse afin de restaurer un ciel étoilé.
- Développer les programmes qui nous aideront à combattre le dérèglement climatique.
- Développer la filière spatiale et ses emplois pour relever les défis scientifiques et techniques de demain.

VOLONTARISME D'ÉTAT CONTRE PRIVATISATION

Arianespace est le leader mondial des lanceurs civils. Elle est concurrencée par la société privée Space X qui bénéficie de larges subventions de l'État américain.

L'Europe, au lieu de contribuer au développement d'Arianespace en construisant rapidement le nouveau lanceur Ariane 6, a tergiversé. Le gouvernement allemand souhaitait en effet reporter ce développement. La France a ainsi pris du retard notamment dans le développement d'un lanceur réutilisable.

Pourtant, le programme spatial chinois, porté par un fort volontarisme étatique, démontre le succès d'une telle volonté. Lancé en 1992, le programme de vols habités a été couronné de succès en 2003 et la Chine regarde vers la Lune avec l'objectif qu'un Chinois foule le sol de notre satellite avant 2030.

L'Europe, quant à elle, acquiert seulement en 2015 la capacité de ramener de l'espace des véhicules spatiaux...

Nos propositions : porter la France aux frontières de l'humanité

1 Ouvrir une nouvelle ère de coopérations internationales

Proposer de nouvelles coopérations spatiales ouvertes à tous :

- Mobiliser les Centres spatiaux universitaires existants afin de créer une université internationale des métiers de l'espace.
- Proposer un programme international de dépollution de l'orbite basse et géostationnaire et de prévention contre les astéroïdes géocroiseurs.
- Lancer un programme de lutte contre la pollution lumineuse qui prive les urbains de la vue des étoiles et nuit aux observations.

Pour faire progresser l'humanité, garantir la présence humaine permanente dans l'espace :

- Lancer le renouvellement de la Station spatiale internationale. Elle est actuellement financée seulement jusqu'en 2024 et les éléments les plus anciens ont déjà atteint leur espérance de vie.
- Garantir le projet Luna 27 de sonde lunaire russo-européenne.

2 Relancer la découverte de l'espace

Défendre l'indépendance de la France, ce qui implique de :

- Renforcer les recherches pour Ariane 7, notamment la recherche pour un lanceur réutilisable en 2025 et la maîtrise des technologies nécessaires à un vol habité français.
- Revenir sur la privatisation d'Arianespace et la filière de lancement de satellites, renforcer les moyens du Centre national d'études spatiales (CNES).
- Instaurer un protectionnisme pour favoriser le développement d'Arianespace pour les lanceurs européens.
- Renforcer la contribution française à la présence humaine permanente dans l'espace en lien notamment avec la Russie, la NASA, la Chine, le Japon et l'Inde.
- Renforcer la recherche sur les propulseurs nécessaires aux expéditions les plus lointaines et avancer dans la maîtrise des vols suborbitaux.
- Développer les missions interplanétaires en fédérant notamment les différentes missions vers Mars et assurer la participation française à ces missions, avec comme perspective un vol habité interplanétaire aux objectifs scientifiques (géologie, astrobiologie...)
- Doter la France des moyens de neutralisation des actions hostiles menées contre elle depuis l'espace.

L'espace, notre horizon commun

Les livrets de la **France insoumise** complètent **L'Avenir en commun**, le programme de la France insoumise et de son candidat **Jean-Luc Mélenchon**.

L'Avenir en commun n'a de sens que si nous le construisons ensemble au cours d'un processus collectif de débats.

La collection des « Livrets de la France insoumise » offre cet espace d'échanges pour enrichir le programme en continu.

Les livrets abordent une variété de sujets qui donneront à la France son nouveau visage et l'inscriront différemment dans le monde. On peut gouverner autrement le pays si l'on se tourne vers le peuple.

Chaque livret expose les enjeux du sujet et dessine les perspectives d'une révolution citoyenne dont notre pays a tant besoin. Chaque livret présente aussi les mesures nécessaires pour y arriver. Le tout sera à chaque fois le fruit d'un travail collectif et coordonné.

Le programme *L'Avenir en commun* est élaboré sous la direction de Charlotte Girard, juriste et Jacques Généreux, économiste.

La collection des « Livrets de la France insoumise » est coordonnée par Laurent Levard, agroéconomiste et Danièle Obono, chercheuse en anthropologie sociale.



Retrouvez toutes les informations
sur le programme l'Avenir en commun
sur www.jlm2017.fr